commission nationale du débat public

MA PAROLE A DU POUVOIR

# Présentation de la CNDP et sa place dans le débat public

18 Novembre 2024

LA CNDP

# La CNDP : pour quoi faire ?

**La CNDP** veille **/ est chargée de garantir / défend le droit individuel à l'information et à la participation sur les projets ou les politiques qui ont un impact sur l'environnement.**

**Article 7 de la Charte de l'Environnement (constitutionnalisée en 2005) :**

"Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement."

---

**Calendrier :** Participation au cours de l'élaboration du projet très en AMONT de l'autorisation administrative. Elle ne ralentit pas le projet (≠ autorisation)

# Un droit qui sert à quoi ?

A débattre du bien fondé des projets avant que des décisions irréversibles ne soient prises

Pourquoi ce projet ?

A débattre des conditions à réunir pour sa mise en œuvre

Comment ?

A débattre des caractéristiques du projet, de ses impacts sur l'environnement, du moyen de les éviter, des les réduire ou de les compenser

À quelles conditions ?

A permettre l'information et la participation de tous et de toutes tout au long de la vie du projet.

Du suivi dans le temps

# La CNDP : pour quoi faire ?

**La loi définit un champ très large pour la participation**

**Article L. 121-15-1 du Code de l'environnement**

"La concertation préalable permet de débattre de **l'opportunité**, des **objectifs** et des **caractéristiques principales** du projet ou des objectifs et des principales orientations du plan ou programme, des **enjeux socio-économiques** qui s'y attachent ainsi que de leurs **impacts significatifs sur environnement** et **l'aménagement du territoire**. Cette concertation permet, le cas échéant, de débattre de **solutions alternatives**, y compris, pour un **projet**, son **absence de mise en œuvre**. Elle porte aussi sur les **modalités d'information et de participation du public après la concertation préalable**."

# La CNDP : pour quoi faire ?

**Pour défendre le droit de la participation la CNDP se base sur 6 valeurs fondamentales**

**INDÉPENDANCE**
Vis-à-vis de toutes les parties prenantes

**NEUTRALITÉ**
Par rapport au projet. Pas d'avis sur le projet

**TRANSPARENCE**
Sur son travail, et dans son exigence vis-à-vis du responsable du projet

**ARGUMENTATION**
Approche qualitative des contributions, et non quantitative

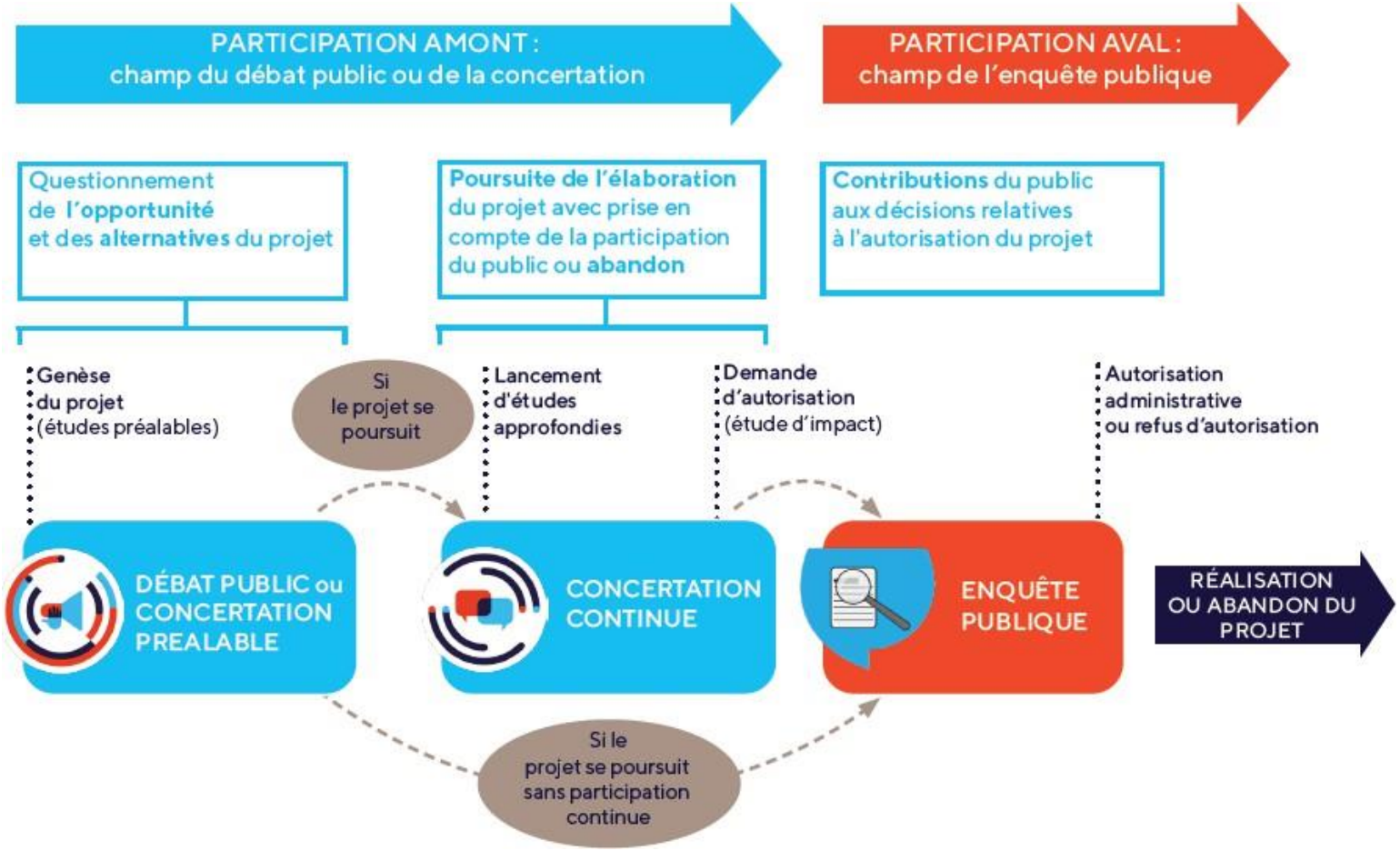
**ÉGALITÉ DE TRAITEMENT**
Toutes les contributions ont le même poids, peu importe leur auteur

**INCLUSION**
Aller à la rencontre de tous les publics

# La CNDP : pour quoi faire ?

## La concertation préalable se situe en amont des procédures d'autorisation (Aarhus Art 6-4, Déclaration d'intention)

**Toute la procédure de concertation préalable doit être terminée avant le dépôt de la première demande d'autorisation**
(publication du bilan des garant.e.s et de la réponse du porteur de projet)



# La concertation préalable, et après ?

**1**

Les tiers garants publient le bilan de la concertation préalable

**2**

Le responsable du projet répond aux enseignements de la concertation

**3**

La Commission nationale rend un avis sur la qualité de cette réponse

**4**

Si le projet se poursuit, la concertation avec le public se poursuit également, sous l'égide d'un garant de la CNDP

**60% des projets ont évolués suite à cette concertation**

# Un champs d’action limité

**En Hauts de France en 2023**

**16 concertations**
**1 mission de conseil**
**le débat public des façades maritimes françaises**

**283 enquêtes publiques sur la même période**

**En 2024 21 procédures à ce jour dont 15 en cours 6 concertations préalables 1 débat public et 8 concertations continues**

# Ressources du Site web CNDP : [debatpublic.fr](debatpublic.fr)

## 18 fiches juridiques à découvrir

# MERCI DE VOTRE ATTENTION

## www.debatpublic.fr

anne-marie.royal@garant-cndp.fr

# Dunkerquois un territoire en mutation

1. Clarebout Potatoes (2023)
2. SNF FLOCRYL (2023)
3. Hydrometal (2024)
4. ArcelorMittal Mardyck (2025)
5. Bâtilin (2025)
6. Grain de Sail (2025)
7. Verkor (2025)
8. Dunkerque Logistique International (2025-2032)
9. H2V (2026)
10. Orano XTC New Energy (2026)
11. ProLogium (2026)
12. EMD - RTE (2027)
13. CNPE Gravelines (2028-2038)

# Un territoire  riche en offre de participation du public

à la fois sur des aménagements

# L’histoire de la CNDP

**Création de la CNDP et élargissement progressif de son champ d’action**

**1995 :** Création de la CNDP comme institution chargée de l’organisation des débats publics

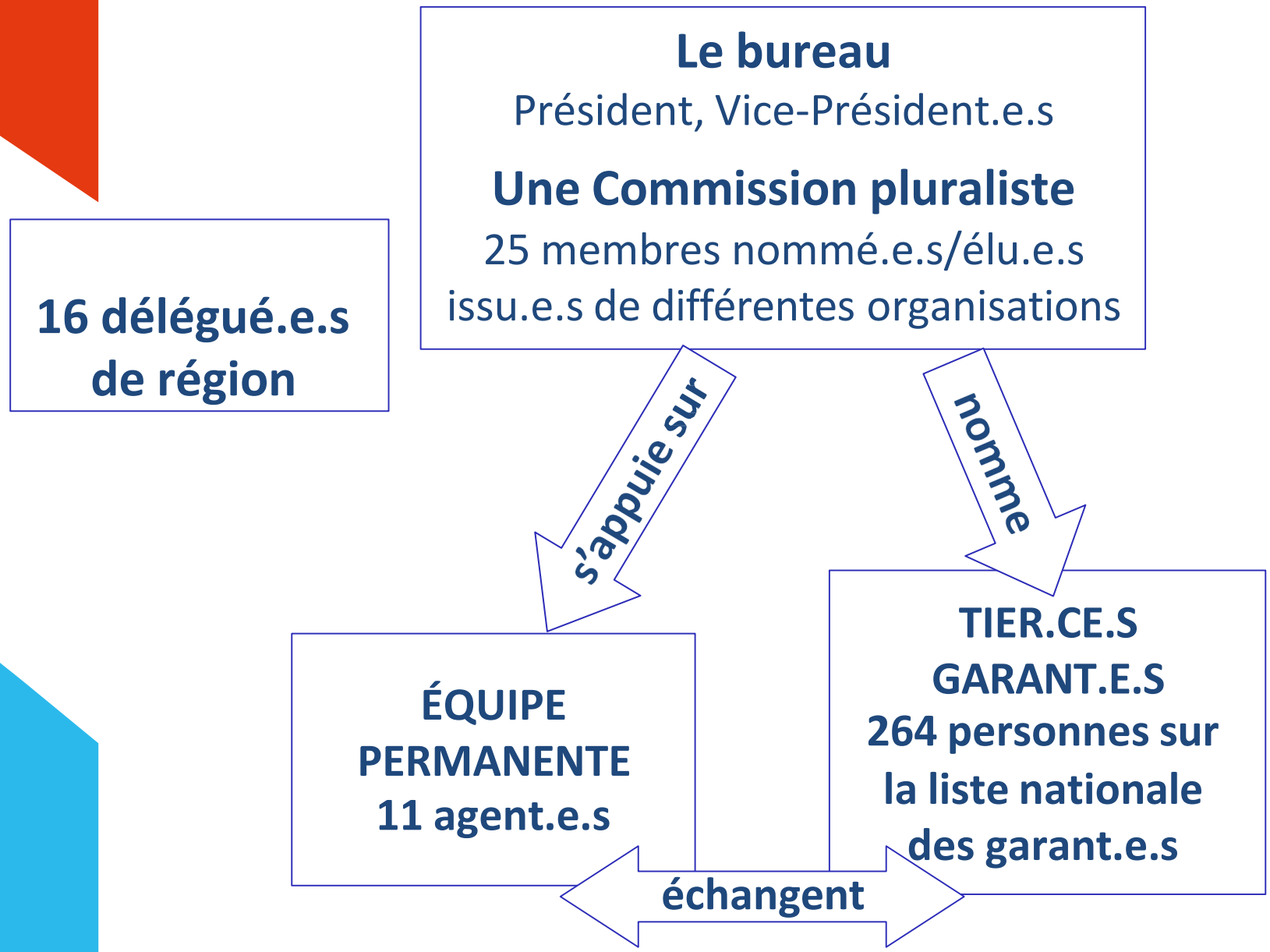
**2002** : La CNDP devient une Autorité Administrative Indépendante (loi Vaillant)

**2016 :** L’ordonnance du 03 août élargie fortement les possibilités de recours à la participation du public :

- Une remontée vers l’amont
- Saisine obligatoire de la CNDP pour les plans et programmes nationaux
- Droit de saisine de la CNDP par un tiers
- Le continuum de la participation
- Constitution d’une liste nationale de garant.e.s de la CNDP, etc.

**2021**: Les décrets d’application de la loi ASAP limitent le champs de saisine obligatoire de la CNDP

# III. La CNDP : qui est-ce ?



# I. Champ des saisines obligatoires de la CNDP par les MO

2023 : Saisines obligatoires
« Equipements industriels »en Hauts de France

| | | |
|---|---|---|
| **ReLieVe** : Recyclage de batteries à Dunkerque (59) | **Hts-de-Fr.** | **300 à 600 M€** |
| **ORANO XTC** : Recyclage batteries à DUNKERQUE (59) | **Hts-de-Fr.** | **1,5 Mds €** |
| **PROLOGIUM** : Cellules et inlays de batteries solides (59) | **Hts-de-Fr.** | **5,2 Mds €** |
| **D'Artagnan** : Projet de décarbonation Dunkerque (59) | **Hts-de-Fr.** | **530 M€** |

**GRANDS PROJETS :**
LES SEUILS FINANCIERS ET TECHNIQUES POUR LES INTERVENTIONS DE LA CNDP

| CATÉGORIES DE PROJETS (ART. R.121-2) | Saisine obligatoire de la CNDP pour débat public ou concertation préalable (L.121-8-I du CE) *Les montants financiers sont HT* | Publication obligatoire des caractéristiques du projet Sollicitation obligatoire de la CNDP (saisine ou demande de désignation de garant·e) Saisine possible de la CNDP par des tiers pour débat public ou concertation préalable *Les montants financiers sont HT* |
|---|---|---|
| CRÉATION OU ÉLARGISSEMENT D'AUTOROUTES ET ASSIMILÉES | Supérieur à 455 M€ ou à 40 km | Entre 230 et 455 M€ ou entre 20 et 40 km |
| PASSAGE D'UNE ROUTE EXISTANTE À 2×2 VOIES | Supérieur à 455 M€ ou à 40 km | Entre 230 et 455 M€ ou entre 20 et 40 km |
| CRÉATION DE LIGNES FERROVIAIRES | Supérieur à 455 M€ ou à 40 km | Entre 230 et 455 M€ ou entre 20 et 40 km |
| CRÉATION OU ÉLARGISSEMENT DE VOIES NAVIGABLES | Supérieur à 455 M€ ou à 40 km | Entre 230 et 455 M€ ou entre 20 et 40 km |
| CRÉATION OU EXTENSION DE PISTES D'AÉROPORTS (CATÉGORIE A) | Supérieur à 155 M€ | Entre 55 et 155 M€. |
| CRÉATION OU EXTENSION DE PORTS | Supérieur à 230 M€ ou surface supérieure à 200 ha | Entre 115 M€ et 230 M€ ou surface entre 100 et 200 ha |
| CRÉATION DE LIGNES ÉLECTRIQUES | Supérieure à 400 kV et d'une longueur supérieure à 10 km | Entre 200 et 400 kV et d'une longueur aérienne supérieure à 15 km |
| CONDUITES DE GAZ, D'HYDROCARBURES OU DE PRODUITS CHIMIQUES | Diamètre supérieur à 600 mm et longueur supérieure à 200 km | Diamètre supérieur à 600 mm et longueur entre 100 et 200 km |
| CRÉATION D'UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE DE BASE | Nouvelle centrale ou nouveau site non productif supérieur à 460 M€ | Nouvelle centrale ou nouveau site non productif entre 230 et 460 M€ |
| CRÉATION DE BARRAGES HYDROÉLECTRIQUES OU RÉSERVOIRS | Volume supérieur à 20 M de m³ | Entre 10 et 20 M de m³ |
| TRANSFERT D'EAU DE BASSIN FLUVIAL | Débit supérieur ou égal à 1 m³ / seconde | Débit entre 0,5 et 1 m³ / sec |
| ÉQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS, SCIENTIFIQUES OU TOURISTIQUES | Supérieur à 460 M€ | Entre 230 et 460 M€ |
| ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS | Supérieur à 600 M€ | Entre 300 et 600 M€ |

# II Champ des saisines volontaires : Eviter les vices juridiques

- Droit d'initiative sur tout plan soumis à évaluation environnementale + sur tout projet soumis à étude d'impact > 5 M € de financement public
  - ➔le dossier d'autorisation n'est pas recevable si la déclaration d'intention n'est pas faite
  - ➔la déclaration d'intention n'est pas nécessaire si un garant CNDP est désigné
- Une demande d'autorisation (PC, DAE,…) ne peut être déposée si une concertation avec CNDP en cours n'est pas achevée
- Les manquements aux procédures de participations préalables créent un vice juridique sur les arrêtés d'autorisation/approbation

# « Les procédures de la CNDP rallongent les délais d'implantation des projets »

**Plusieurs rapports récents et commandés par le gouvernement ont évalué le dispositif institutionnel de la participation du public :**

Aucun rapport ne constate que la participation préalable du public serait un frein ou ne nécessiterait une accélération des procédures.

- **« Modernisation de la participation du public et des procédures environnementales », rapport du CGEDD, octobre 2021**
- ***« les principaux facteurs d'allongement (de délais dans la mise en œuvre des projets) tiennent aux difficultés de financement des projets et au processus de décision politique »***
- **« Simplifier et accélérer les implantations d'activités économiques en France », rapport de Laurent Guillot au Gouvernement, mars 2022.**
- **il propose de« *renforcer l'association du public à la procédure d'autorisation environnementale* »**